



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 24 avril 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARNAL

5287 Zone industrielle portuaire

76430 SANDOUVILLE

Références : 20230331_VI_ARNAL_Récolement AP auto

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2023 dans l'établissement ARNAL implanté 5287 Zone industrielle portuaire 76430 SANDOUVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Cette visite s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARNAL
- ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE 76430 SANDOUVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005805647
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

ARNAL exerce une activité de lavage de citernes sur son site de Sandouville. L'exploitation comporte 3 pistes de lavage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque chronique

- **2) Constats**
- **2-1) Introduction**
- Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.
- A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :
 - le nom donné au point de contrôle ;
 - la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
 - si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
 - la prescription contrôlée ;
 - à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...
- Il existe trois types de suites :
 - « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
 - « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.8.1.	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Consommation d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 1.2.1.	/	Sans objet
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.3.4.2.	/	Sans objet
3	Bassin de rétention des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.3.5.	/	Sans objet
4	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.4.3.	/	Sans objet
5	Analyse des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.6.1.	/	Sans objet
7	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 8.6.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 31 mars 2023 a permis de constater que l'installation de nettoyage de citerne de la société ARNAL à Sandouville est exploitée conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 juillet 2022. Néanmoins, le volet « mesures compensatoires » doit être retravaillé par l'exploitant et un projet de compensation validé par la police de l'eau est attendu dans un délai de 6 mois à compter de la date de la lettre préfectorale de suite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 1.2.1.
Thème(s) : Autre, Nature des installations autorisées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La consommation maximale d'eau mise en œuvre pour le nettoyage de citernes est fixée à 50 m³/j.
Constats : L'exploitant a présenté un tableau de suivi de sa consommation en eau pour la période du 1er janvier au 31 mars 2023. Celui-ci fait apparaître un volume d'eau consommé de 50,6 m³ sur la journée du 31 mars, ce qui constitue un dépassement du seuil maximal autorisé. Néanmoins, l'exploitant a expliqué que son activité a été fortement perturbée du fait des mouvements de grève et de blocage de la zone industrialo-portuaire survenus à plusieurs reprises durant cette période. Ces épisodes ont contraint le site à fonctionner en horaires décalés et l'activité a parfois été interrompue sur plusieurs jours consécutifs, concentrant l'activité sur de courtes périodes. Le très léger dépassement observé correspond à une de ces périodes de fonctionnement dégradé. En moyenne, le site ARNAL de Sandouville a consommé 15,8 m³/j sur la période allant du 1er janvier au 31 mars 2023. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant son obligation de respecter le seuil journalier de consommation d'eau fixé dans son arrêté d'autorisation. Aucune suite n'est proposée à ce sujet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.3.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le site possède sa propre station d'épuration pour le traitement des effluents de lavage, qui comprennent les eaux de process collectées au niveau de la zone de lavage ainsi que les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ces eaux. Les effluents en sortie de STEP rejoignent les eaux pluviales de voirie de la zone de stockage (après que celles-ci sont passées par un débourbeur déshuileur) avant rejet dans le milieu. Des vannes d'isolement, accessibles et manœuvrables, sont situées: - en sortie de STEP; - en aval des débourbeurs-déshuileurs; - en sortie de site. Le personnel présent sur le site est formé à la mise-en-œuvre de ces dispositifs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bassin de rétention des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.3.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales non polluées sont collectées séparativement des effluents de lavage et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.</p> <p>Un bassin de rétention d'une capacité minimale de 623 m³ est aménagé sur le site et permet de faire face à un événement d'occurrence centennale. Un dispositif permettant le confinement des eaux en cas d'incendie ou de pollution est installé au niveau de l'exutoire du bassin. Une surveillance annuelle de l'ouvrage et un passage après un événement météorologique de forte ampleur, ainsi que son entretien régulier, permettent de garantir son bon fonctionnement.</p>
<p>Constats : Suite à l'autorisation préfectorale délivrée à la société ARNAL le 22 juillet 2022, un bassin de rétention d'un volume de 200 m³ a été réalisé à proximité de la zone de stockage des containers. Cette dernière, du fait de son agencement (pentes, bordures) offre un volume de rétention de 511 m³, portant la capacité de rétention des eaux pluviales (événement d'occurrence centennale) et des eaux d'extinction d'incendie à 711 m³. Le confinement de ce volume est assuré par l'organe de manœuvre "sortie de site" évoqué au point précédent.</p> <p>Il est à noter que, le jour de la visite d'inspection, le bassin de rétention était rempli et ne présentait donc pas la capacité de rétention de 200 m³ prévue. L'exploitant a expliqué que le réseau de collecte de la zone industrielle portuaire réceptionnant les effluents au niveau du point de rejet du site présentait, depuis le mois de janvier 2023, un niveau anormalement haut. L'inspection des installations classées, accompagnée de l'exploitant, a en effet constaté que les noues d'infiltration situées au sud du site (hors site) étaient en situation de débord. Le point de rejet du site était visible mais totalement immergé (voir photos ci-dessous). L'exploitant a expliqué avoir signalé cette situation au gestionnaire (HAROPA) et qu'une première intervention, consistant au curage des fossés et au reprofilage des noues d'infiltration, avait eu lieu en amont de la visite d'inspection. Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré que cette intervention n'avait pas apporté d'amélioration.</p> <p><u>Demande n°1:</u> l'inspection des installations classées invite l'exploitant à demander au gestionnaire des réseaux une nouvelle intervention sur ses réseaux de collecte.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des ouvrages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.4.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des effluents liquides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.</p> <p>Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p>
Constats : La station d'épuration du site fonctionne avec des bioréacteurs membranaires (BRM) et repose sur le principe d'ultrafiltration. Jusqu'en septembre 2022, deux RBM, de type BC104, étaient installés. Cette appellation renvoie à la surface de filtration disponible (104 m ²) et ces équipements sont considérés comme des "consommables", avec une durée de vie estimée à 3 ans. Depuis septembre 2022, un BRM de type BC208 a remplacé les deux BC104, offrant donc la même surface de filtration soit 208 m ² m ² . L'exploitant a déclaré qu'un BRM BC104 devrait être installé prochainement en complément, portant la surface de filtration offert par le dispositif à 312 m ² m ² .
<p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté la note de dimensionnement émise en 2013 par le prestataire chargé de l'entretien de la STEP (société ACTIBIO) et révisée début 2023. Cette note précise que la station d'épuration, pour une configuration BC208 + BC104, offrait une capacité de traitement maximale de 80 m³/jour. Pour rappel, la consommation maximale d'eau autorisée quotidiennement dans l'AP du 22 juillet 2022 est de 50 m³.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Analyse des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise, a minima une fois par an, un contrôle de la qualité des eaux de rejet sur l'ensemble des paramètres mentionnés à l'article 4.5.2.2. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, selon les méthodes de référence précisées dans un avis publié au journal officiel.
Constats : Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a pu consulter les deux derniers rapports d'analyse des rejets aqueux édités par la société SGS: - rapport n° MS21-07569 du 24/01/2022 sur les analyses effectuées du 08 au 09 décembre 2021; - rapport n° MS22-05922 du 28/11/2022 sur les analyses effectuées du 26 au 27 octobre 2022. Aucun dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) n'a été constaté sur l'ensemble des paramètres prescrits. En outre, l'exploitant a présenté le tableur utilisé pour le suivi de l'autosurveillance sur les paramètres suivants: pH, température, DCO, MEST, azote et phosphore totaux, débit, DBO5 et hydrocarbures totaux. Les VLE ainsi que les fréquences d'autosurveillances sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures compensatoires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 4.8.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Zone humide
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre des mesures compensatoires visant à la création ou la restauration de zones humides sur une surface à minima équivalente à la surface impactée de 9 500 m², un ratio de 150 % étant applicable si la compensation s'effectue sur une masse d'eau différente de celle impactée.</p> <p>Un porté à connaissance précisant les mesures compensatoires envisagées est transmis à la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) avant le 31 décembre 2022, pour validation. Ce document contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> la localisation des zones de compensation ; les garanties de maîtrise foncière ; la caractérisation initiale et projetée de ces zones (méthode d'évaluation des fonctionnalités des zones humides de l'Office Français de la Biodiversité ou équivalent), mettant en évidence la plus-value fonctionnelle de la mesure ; le détail technique des travaux de restauration mis en œuvre ; les modalités de gestion ; les modalités de suivi. <p>Les travaux de mise en œuvre des mesures compensatoires sont effectifs avant le 31 décembre 2023.</p>
<p>Constats : Un porter à connaissance précisant les mesures compensatoires à l'impact de l'installation sur les zones humides a été transmis le 06 février 2023 à l'inspection des installations classées (IIC). Pour rappel, l'entreprise ARNAL est tenue de réaliser des mesures compensatoires permettant la restauration de milieux humides sur une surface minimale de 14 250 m². Dans son avis du 17 avril 2023, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de Seine-Maritime, également destinataire de ce document, conclut que la zone ciblée pour accueillir les mesures compensatoires ne peut être retenue en l'état sans investigations complémentaires permettant de mettre en évidence son état dégradé. En outre, la DDTM alerte l'exploitant sur le fait que, au vu des données disponibles, la parcelle concernée ne semble pas correspondre à une zone humide altérée, notamment du fait de l'absence de réseau de drainage ou de remblai.</p> <p>En conclusion, le projet présenté par l'exploitant ne permet pas de proposer une compensation satisfaisante au regard de l'impact de l'installation sur les zones humides. L'IIC invite l'exploitant à approfondir et, le cas échéant, à poursuivre sa recherche de sites potentiels. Aucune sanction n'est proposée à ce stade.</p> <p><u>Demande n°2:</u> l'exploitant présentera à l'IIC un projet de compensation validé par la DDTM 76 dans un délai de 6 mois à compter de la date de la lettre de suite préfectorale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 8.61.
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens d'intervention appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, les installations susceptibles d'être à l'origine d'un incendie se trouvent à moins de 100 m d'un appareil et que, d'autre part, elles se trouvent à moins de 200 m d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur, pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. À défaut, une réserve d'eau de 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance des aires de stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Le niveau d'eau requis est matérialisé afin d'apprécier, en temps réel, la quantité d'eau disponible dans la réserve ; <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, lorsqu'elle est couverte, et, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières et déchets entreposés.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une réserve souple en eau d'une capacité de 120 m ³ . Située au coin nord-est du site, elle est accessible par le sud et par l'ouest, permettant une intervention rapide des services de secours. Le site dispose en outre de 3 citernes de 24 m ³ chacune alimentant le système de sprinklage associé à la citerne aérienne de gaz propane (31 tonnes).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet